

# Covid-19 : perception de la pandémie et de l'importance des gestes barrières par les marchandes de fruits et légumes de Port-au-Prince

Francklin Benjamin<sup>a</sup>, Katiana Jean<sup>b</sup>, RenandoAntoine<sup>a</sup>, Marc Prou<sup>a</sup>, Max Millien<sup>c</sup>, Ketty Balthazard-Accou<sup>d</sup>, Evens Emmanuel<sup>d1</sup>,

<sup>a</sup>Université Quisqueya, Institut Supérieur de Formation des Enseignants (Innové), Port-au-Prince, Haïti

<sup>b</sup>Université Quisqueya, Faculté des Sciences Économiques et Administratives (FSEA), Port-au-Prince, Haïti

<sup>c</sup>Université Quisqueya, Laboratoire de recherche sur les zoonoses et intoxications alimentaires (LAZERIA), Port-au-Prince, Haïti

<sup>d</sup>Université Quisqueya, École doctorale “Société et Environnement” (EDSE), Port-au-Prince, Haïti

## Résumé

La Covid-19 génère une crise sans précédent qui n'est pas uniquement sanitaire, mais également économique, sociale, politique et potentiellement humanitaire. En mars 2020, l'OMS déclare l'état pandémique de la maladie et maintient l'application des mesures barrières. La question de recherche est d'établir le niveau de perception sociale des marchandes de fruits et légumes de l'application des mesures-barrières en Haïti. Une enquête a été réalisée sur un échantillon aléatoire de 50 marchandes de fruits et légumes, une catégorie vulnérable de la région métropolitaine de Port-au-Prince (RMPP). 98 % de la population étudiée sont des femmes; 92% d'entre elles viennent du milieu rural. Seulement 4% des enquêtés a confirmé avoir pratiqué la distanciation physique contre 96% qui a estimé n'être pas en mesure de la pratiquer, ni de placer un des leurs en quarantaine. Il semble pertinent de chercher à saisir, à l'avenir, la perception de la COVID-19 auprès de la population haïtienne sur la base d'une démarche comparative mettant en situation plusieurs couches sociales et plusieurs activités économiques.

**Mots clés:** Covid-19, mesures sanitaires, perception sociale, marchandes de fruits et légumes, couches défavorisées, RMPP.

---

<sup>1</sup>Corresponding author: E-mail: [evens.emmanuel@uniq.edu.ht](mailto:evens.emmanuel@uniq.edu.ht) - Phone: +509 37 18 48 33

## 1. Introduction

Environ une année après l'apparition de la pandémie de Covid-19 dans le monde et sept mois après la découverte officielle des premiers cas en Haïti, la maladie ne finit pas d'alimenter les inquiétudes. En effet, à travers le monde, des pays comme l'Espagne et la France qui pensaient être sortis de cette ténébreuse situation, sont en train de considérer l'opportunité d'une seconde phase de la pandémie au point de revenir à la mise en oeuvre de nouvelles stratégies de confinement et de renforcer l'application des mesures barrières. Aux USA, pays ayant accusé le plus grand nombre de cas de mortalité dus au Coronavirus, soit plus de 200,000 décès à date,<sup>2</sup> on continue encore d'enregistrer plusieurs centaines de morts au quotidien. Partout, à travers le monde, le nouveau coronavirus sème sur son passage le désarroi et l'inquiétude, à des degrés divers, dans presque toutes les couches sociales. Il nous interpelle tous de par les considérations sociales, psychologiques, économiques et culturelles. qu'il engendre.

Yapi-Diahou [1] note cependant que *“Le Coronavirus ou Covid-19 n’a pas de préférence pour un milieu particulier, la ville comme le village, même si les villes sont plus affichées. Dans nos institutions universitaires et/ou de recherche, il n’est pas encore montré une préférence de Covid-19 pour une discipline d’enseignement ou de recherche. Il frappe et menace ainsi indistinctement, partout et tout le monde. Il bouscule tout et, chacun de nous, où qu’il se trouve, est confiné, limité dans ses mouvements, dans ses activités. Ce faisant, Covid 19 est autant une source d’inspiration et d’initiatives, qu’un facteur de mobilisation au quotidien, et de questionnements pour le futur, notre futur à tous [1].”* Cette lecture de la réalité “COVID-19”, faite sous l’angle des opportunités selon l’analyse des éventuelles externalités positives, n’était pas évidente en mars 2020, plus particulièrement au lendemain du point de presse de l’OMS au cours duquel seule la dimension pandémique de la COVID-19 a été mise en avant. Il suffit de rappeler les prévisions les plus catastrophiques de certaines institutions scientifiques annonçant une hécatombe en Afrique, notamment au sud du Sahara et en Haïti ne cessaient d'alimenter les nouvelles sur tous les médias. Même si la République d'Haïti n'a été, de l'avis de tous, que légèrement affectée par la pandémie en comparaison de certains pays des continents américain et européen, le ministère de la Santé publique d'Haïti a jugé bon, avec raison, de recommander à la population de continuer à appliquer les mesures-barrières et à se faire dépister pour la détection à temps de nouveaux cas d'infection. En attendant la mise au point d'un vaccin, les recommandations se réfèrent pour le moment à l'application de mesures de distanciation physique, au port de masque et à l'application des mesures sanitaires (lavage des mains, désinfection avec des produits appropriés). Ces mesures de précaution sont de toute nécessité car comme le souligne Peretti-Watel [2], *“l’enjeu décisif des crises sanitaires c’est l’incertitude à tous les niveaux : sur l’ampleur de la menace, sur l’efficacité des moyens de la traiter et sur ses conséquences”*.

En référence à une telle conjoncture, les peuples les plus disciplinés, conscients du danger auquel ils sont confrontés et bénéficiant d'un bon système de gestion politique et administrative

---

<sup>2</sup> Au 28 septembre 2020, le nombre de décès aux USA s'élevait à 209 453 cas.

<https://www.linternaute.com/actualite/guide-vie-quotidienne/2486227-covid-19-dans-le-monde-usa-bresil-espagne-allemande-italie-le-bilan-humain-par-pays/>

ont nettement plus de chance de tirer leur épingle du jeu. Aussi, est-il vrai que: *“l’efficacité des politiques de gestion des crises dépend de la qualité de la réaction de la population. Les facteurs de risques individuels reposent sur les comportements libres des agents qui peuvent présenter des risques pour leur santé et/ou celles des autres”* [3].

Le présent article se propose d'analyser la perception d'une catégorie vulnérable de la population haïtienne, en particulier les marchandes de fruits et légumes au niveau de la ville de Pot-au-Prince.

## **2. Recommandations gouvernementales, éléments culturels et perception du risque Covid-19**

Si les divers gouvernements continuent de prendre des mesures de lutte contre la Covid-19, les populations, dans leurs différentes couches, ne perçoivent pas de la même façon leur intérêt et n'agissent pas toujours, par conséquent, dans le sens des orientations et résultats voulus par ces autorités. Dépendamment de leur situation sociale et économique, l'application des mesures barrières contre la covid-19 peut varier. Aussi, la perception de la maladie ne pourrait-elle pas être influencée par les contraintes socio-économiques auxquelles les individus font face? Pour le concept de perception, nous retenons dans ce travail la définition que donne Slovic [4], à savoir : *« La perception du risque désigne l'ensemble des jugements qualitatifs et quantitatifs que les individus expriment lorsqu'on leur demande d'évaluer un produit ou une activité dangereuse »* [4]. Dans le cas précis qui nous concerne ici, nous pourrions remplacer activité dangereuse par comportement dangereux ou à risque. L'hypothèse consiste à soutenir que la perception est influencée, en situation de crise sanitaire, par les contraintes socioéconomiques auxquelles les agents font face. C'est aussi ce que soutient Azeng [3] quand elle écrit : *« quoique pleinement conscients de la réalité et des dangers auxquels ils s'exposent, les agents économiques pourraient développer des biais comportementaux justifiés par un arbitrage entre les risques sanitaires et les risques concurrents avec lesquels ils coexistent, notamment les risques économiques. La gestion du risque économique pourrait ainsi prendre le dessus sur celle du risque sanitaire, la priorité étant de subvenir aux besoins immédiats »* [3].

On comprend mieux, à la lumière de cette hypothèse, qu'au niveau des couches économiquement très vulnérables, le degré d'application des mesures de lutte dépend de la nature des contraintes socioéconomiques. Pour bien comprendre la situation, il importe donc d'effectuer un choix entre deux formes de survie : une survie immédiate et une survie en différé. La première consiste justement en l'urgence et l'opportunité de donner une réponse immédiate à des besoins immédiats. La seconde renvoie à la nécessité de respecter, abstraction faite de toutes contraintes, les mesures légales, hygiéniques et sanitaires mises en œuvre par les gouvernements. Cette capacité de prise de risque est identifiée par Attali [5] comme des *« stratégies actives »* à la survie, opposée à des *«stratégies passives »* susceptibles de mener à la destruction de soi. Cet auteur [5] a observé que, précisément les plus pauvres, en situation de crise, font preuve de beaucoup d'imagination pour y faire face. Cette capacité est rendue possible par une *« intense envie de vivre, [une] grande conscience des dangers, une connaissance approfondie de l'environnement, une imagination fertile, de la capacité à s'adapter... »* [5]. Dans les situations comme celles de la pandémie de Covid-19, l'expérience a montré qu'en général les couches les plus vulnérables des populations ont tendance à privilégier le choix de la survie immédiate par

rapport à la survie en différé, tout en étant conscientes qu'elles encourent le risque de perdre le bénéfice de celle-ci. Il ne s'agit nullement d'un comportement suicidaire, mais d'une décision généralement imposée par l'ampleur des contraintes socioéconomiques qui sont, en définitive, à l'origine d'un choix conscient et délibéré.

Une telle prise de décision est très proche de la perception du risque étudiée par Barrios et Hochberg [6] chez des votants américains dans le contexte de la pandémie. Cette perception consiste, dans une forme de déni, en un besoin de colorer les faits par des croyances ou des convictions dans la perspective de justifier le risque encouru suite à des comportements qui transgressent les décisions officielles gouvernementales. D'un point de vue sociologique, cette nouvelle prise de risque tend à devenir une culture [7].

Par ailleurs, la pratique de la prise de risque peut être aussi comprise comme un comportement mitigé ou réfractaire des individus vis-à-vis de la parole des autorités dirigeantes. Ce comportement peut être soit le résultat d'une méfiance ou simplement une remise en question de la pertinence des décisions gouvernementales. Dans de telles circonstances, il peut s'agir d'un réflexe contestataire rappelant l'absence ou la nécessité de performativité de la parole gouvernementale.

De ce point de vue, il est entendu qu'il existe un lien étroit entre la perception des catégories sociales de la population par rapport à la présente pandémie et les stratégies de communication utilisées par les autorités pour faire passer les messages de prévention [8]. Par conséquent, il ne suffit pas simplement de communiquer, il faut aussi s'assurer que les destinataires du message le reçoivent correctement en temps et lieu opportuns [9].

Telles sont les hypothèses que cette étude de cas se propose de vérifier auprès d'un échantillon de marchandes de fruits et légumes pour tenter de saisir leur perception sociale vis-à-vis des mesures barrières imposées par le gouvernement.

### **3. Méthodologie**

Ce travail est une recherche exploratoire cherchant à mettre en exergue la perception et le degré d'application des mesures barrières contre la Covid-19 par une couche défavorisée de la population. Il s'agit d'une étude de cas réalisée à partir d'un échantillon de 50 personnes choisies de manière aléatoire. Cette étude a donné lieu à deux questions de recherche principales, à savoir: i) Quel est le niveau de transmission du nouveau coronavirus Covid-19 au sein de la sous-population de marchandes de fruits et légumes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, laquelle représente l'une des couches vulnérables de la population du point de vue socio-économique? ii) Quelle est la perception sociale de cette catégorie d'agents économiques vis-à-vis de l'application des mesures-barrières préconisées par les autorités gouvernementales pour freiner la dissémination de la Covid-19 dans le pays?

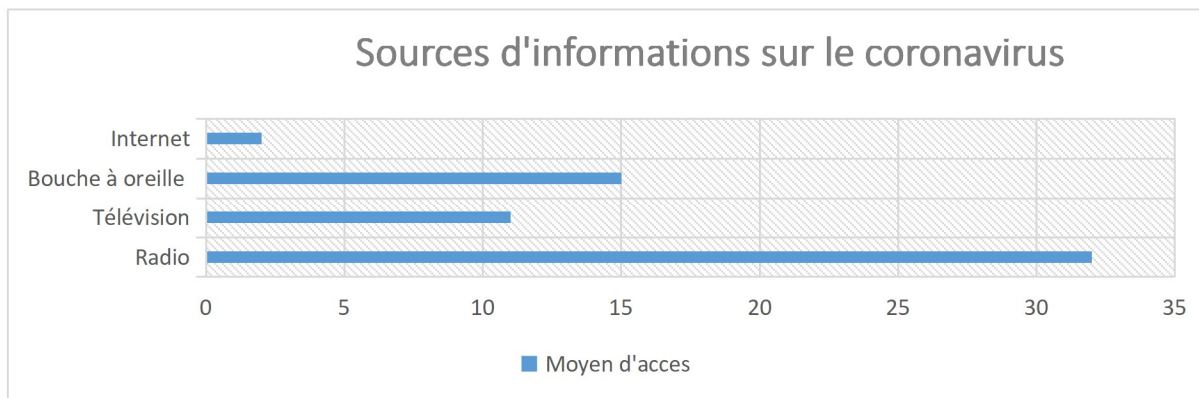
Ces questions de recherche ont guidé l'élaboration de l'outil de collecte de données, préalablement validé par des pairs, la collecte des données proprement dite, leur traitement et analyse. L'analyse a pris en compte les facteurs suivants : genre, disparités scolaires et sociales, moyens d'accès à l'information, connaissance des mesures sanitaires de protection et protocole médical envisagé en cas de contamination.

## 4. Résultats et interprétation

### 4.1. Genre, disparités scolaires et sociales

Sur un échantillon de 50 marchand-e-s, 98 % de la population étudiée sont des femmes ; 92% d'entre elles viennent du milieu rural, contre seulement 4% du milieu urbain, ce qui n'est autre que l'expression des disparités entre homme et femme sur le marché du travail (le pourcentage de femmes au chômage est de 17,3% contre 11,5% hommes au chômage). Ces différences trouvent en partie leur origine dans les disparités existantes sur le plan scolaire qui se traduisent par le faible taux de scolarisation des filles (20% des filles n'ont aucune instruction), la déperdition des filles dans le système scolaire est de 46%, 56.8% des femmes sont analphabètes [10]. D'où leur présence massive (55%) dans le secteur informel [11].

### 4.2. Sensibilisation, outils et accès à l'information.



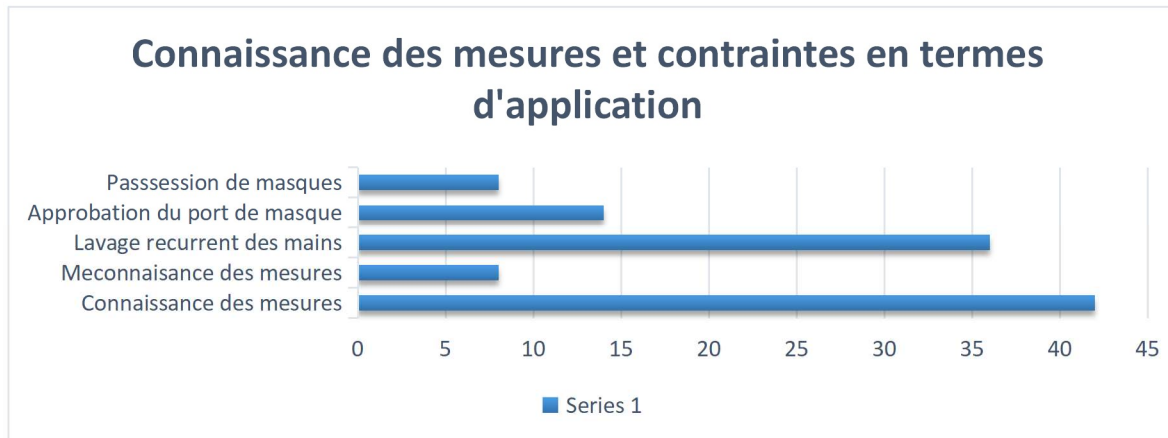
**Figure 1: Sources d'information sur le coronavirus**

Comme le montre la figure 1, 64% a affirmé avoir déjà entendu parler du coronavirus à la radio, 22% à la télévision, 30 % de bouche à oreille, contre seulement 4 % par voie d'internet.

Ces résultats révèlent que la radio reste le moyen privilégié d'information chez les classes défavorisées ayant peu d'accès aux dispositifs modernes de technologie et d'information. En effet, 92% des Haïtiens ont accès à un appareil radio [12]. On comprend que seulement 2 sur 50 personnes interrogées, soit 4%, ont été informées du nouveau coronavirus au moyen d'internet. Il y a donc un lien direct entre moyen d'information et catégorie sociale.

Dans l'ensemble, sur toute la population enquêtée, quelle que soit la zone où habite où vend un(e) marchand(e), il/elle a au moins entendu parler une fois de Coronavirus soit à la radio, à la télévision ou au cours de réunions diverses par communication interpersonnelle.

### 4.3. Connaissance des mesures sanitaires et contraintes en matière d'application

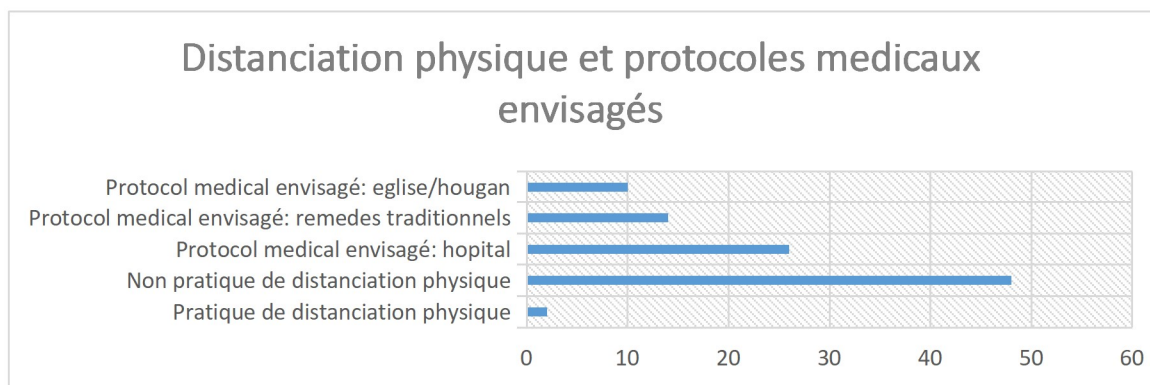


**Figure 2: Connaissance des mesures et contraintes en termes d'application**

Il faut noter que 84% de l'échantillon a indiqué connaître certaines mesures de prévention contre le coronavirus (Covid19) (figure 2). Une telle situation peut s'expliquer par le fait que la campagne de sensibilisation n'ait pas été une campagne de proximité. Elle est restée une parole lointaine des autorités ayant eu, par conséquent, beaucoup de mal à être entendue et crue par une bonne frange de la population

Par ailleurs, 72 % de l'échantillon a reconnu se laver régulièrement les mains pour éviter d'attraper la covid-19, seulement 28 % a affirmé en revanche que le port des masques est nécessaire. Malgré tout, il n'y a eu que 16 % de ce pourcentage qui a affirmé avoir un cache-nez, mais seulement 10 % en portait au moment de l'enquête. Le reste a indiqué n'avoir pas pris au sérieux la parole des autorités étant donné que le gouvernement n'a pensé à mettre à la disposition des marchandes ni les infrastructures nécessaires au lavage des mains, ni les moyens économiques pour l'acquisition des masques sur une base continue. Rappelons que, d'après les statistiques, jusqu'en 2015, sur 143 quartiers de l'aire métropolitaine de la Port-au-Prince, 80 d'entre eux n'étaient pas approvisionnés en eau [13]. et que seulement 14% de la population avait accès à l'eau au niveau des résidences [14].

### 4.4. Pratique de distanciation physique et protocole médical envisagé en cas de contamination



### Figure 3: Distanciation physique et protocoles médicaux envisagés

Seulement 4 % des enquêtés a confirmé avoir pratiqué la distanciation physique contre 96% (figure 3) qui a estimé n'avoir pas été en mesure de la pratiquer, ni de placer un des leurs en quarantaine. Ces chiffres sont compréhensibles quand on sait que 60 % des marchand-e-s cohabitent dans une maison/appartement, selon les données de l'enquête, avec au moins 5 personnes. La covid-19 a largement révélé l'impossibilité de la distanciation physique pour cette catégorie sociale, ce qui est l'une des manifestations des inégalités sociales existantes dans la majorité des pays, lesquelles constituent la logique de fond des sociétés contemporaines [15].

En termes de protocole médical envisagé en cas de contamination, 52 % des personnes interrogées, a avancé que le recours en cas de contamination serait l'hôpital contre 28% qui recourrait de préférence aux remèdes traditionnels. Ces résultats ne concordent pas avec l'idée généralement courante selon laquelle les gens des classes populaires n'ayant ni l'habitude, ni les moyens de fréquenter les hôpitaux choisiraient automatiquement la médecine traditionnelle comme première option de traitement. Ce fort pourcentage de l'échantillon indiquant les hôpitaux comme premier recours pourrait s'expliquer par le fait que la pandémie soit nouvelle et ne soit pas encore totalement appréhendée par les médecins traditionnels. Par ailleurs, 10% a indiqué qu'ils se rendraient soit à l'église, soit chez un *hougan pour se faire soigner*. Le religieux est tout aussi présent dans la panoplie des traitements au même titre que les pratiques scientifiques.

## 5. Discussion

Les mesures sanitaires imposées par le gouvernement haïtien sont appréciées et perçues en fonction des conditions socio-économiques des marchand-e-s de fruits et légumes. Si la population des marchand-e-s de fruits et de légumes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince semble être informée des mesures sanitaires prescrites par les autorités, celles-ci ne sont pas cependant totalement appréhendées par les enquêtés. Ce, à cause des contraintes matérielles auxquelles cette catégorie de commerçants est confrontée [3], des stratégies de survie adoptées [5] et du manque de confiance dont est créditée, en général, la parole des autorités établies auprès d'elle.

Il est fort possible que cette catégorie ne soit pas la seule concernée car il existe différentes autres strates sociales qui accusent un état de vulnérabilité similaire ou même pire. La précarité des conditions de vie des gagne-petit se matérialise sous la forme d'un abandon et d'un divorce entre les citoyens et un État incapable de faire montre d'une certaine crédibilité. Les gens se sentent un peu abandonnés à eux-mêmes. En effet, 90 % des marchand-e-s ont affirmé que leurs activités quotidiennes (vente des fruits et légumes) sont le seul moyen pour eux de subsister, ce qui les place dans des conditions frisant la pauvreté. Ces mesures ne sont pas perçues comme protectrices (2 % seulement a perçu les décisions du gouvernement haïtien comme des mesures de protection des citoyens haïtiens), mais comme des mesures de routine, un peu creuses, n'ayant aucun impact sur la vie réelle des gens. La covid-19 semble donc perçue différemment en fonction du niveau de vie et de l'appartenance sociale au sein d'une population. Une fois de plus, la pandémie n'a fait que révéler le hiatus existant entre les gouvernants et ses gouvernés.

## 6. Conclusion

L'objectif de ce travail a été d'appréhender la perception de la COVID-19 chez une catégorie vulnérable de la population haïtienne. Une enquête exploratoire sur un échantillon de 50 marchandes de fruits et légumes choisies de manière aléatoire a été conduite et qui débouche sur une analyse sommaire des mesures gouvernementales et des aspects culturels ainsi que sur celle de la perception du risque de la COVID-19 par les enquêtés. Les résultats obtenus ont permis de confirmer que les mesures de distanciation physique, de port de masque et de lavage des mains, recommandées par les autorités sanitaires haïtiennes, n'ont été observées que par une faible fraction de la population enquêtée. Toutefois, il faut reconnaître que les résultats de cette étude restent assez limités si l'on tient compte de la taille de l'échantillon et de la diversité des conditions sociales des membres de cette catégorie. Cependant, ils peuvent faciliter un approfondissement de la réflexion des chercheurs haïtiens sur les divers questionnements que suscite la pandémie COVID-19 en même temps qu'ils ouvrent des fenêtres sur les opportunités de développer des programmes de recherche multidisciplinaires suite aux mutations socio-économiques imposées par la pandémie. Tenant compte de ces considérations, il convient de considérer l'opportunité de conduire une étude beaucoup plus ample avec un échantillonnage plus représentatif afin de permettre une extrapolation sur l'ensemble de la population de marchand/s/es de fruits et légumes. En outre, il semble également pertinent de chercher à saisir, à l'avenir, la perception de la COVID-19 auprès de la population haïtienne sur la base d'une démarche comparative mettant en situation plusieurs couches sociales et plusieurs activités économiques.

## Références bibliographiques

- [1] Yapi-Diahou A. (2020). Cahier " COVID 19 au quotidien ". 125 p. hal-02859844
- [2] Peretti-Watel, P. (2020). Sociologie du risque et crises sanitaires : un éclairage sur la pandémie du coronavirus Propos recueillis le 27 mars 2020 par Anne Châteauneuf-Malclès pour SES-ENS. Entretien publié le 4 avril 2020 : <http://ses.ens-lyon.fr/articles/sociologie-du-risque-et-crisis-sanitaires-un-eclairage-sur-la-pandemie-du-coronavirus> accédé le 19 avril 2020.
- [3] Azeng F.T. (2020). Risque sanitaire et rationalité des agents économiques : Cas de la Covid-19. In.: MOUNGOU MBENDA S. et ONDOUA BIWOLE V., Épidémiologie de l'économie et confinement de l'organisation : covid-19. Yaounde:LesPuy (Les Presses Universitaires de Yaoundé), p. 35-48.
- [4] Slovic, P. (1987) Perception of Risk. Science (80). 236 (4799): 280–5.
- [5] Attali J. (2009). Survivre aux crise. Paris:Éditions Fayard. 72 p.
- [6] Barrios, J. M., & Hochberg, Y. (2020). Risk perception through the lens of politics in the time of the covid-19 pandemic (No. w27008). National Bureau of Economic Research.
- [7] Peretti-Watel P. (2010). La société du risque. La Découverte, « Repères », 2010, 128 pages. ISBN : 9782707164568. URL : <https://www.cairn.info/la-societe-du-risque--9782707164568.htm>
- [8] Romeyer, H., & Moktefi, A. (2013). Pour une approche interdisciplinaire de la prévention. Communication langages, (2), 33-47.
- [9] Lumarque J. (2020), Haïti et le covid-19. Des outils pour comprendre et agir. [Ouvrage collectif, sous la direction de Jacky Lumarque]. Port-au-Prince:PressUniQ 9Les Presses de l'Université Quisqueya). 326p.



- [10] Charles, J. M., Abraham, J., Basque, J., Dalencour, P., Darius, V., Edmé, R., ... & Henri, F. (2007) La stratégie nationale d'action pour l'éducation pour tous. Port-au-Prince: MENJS (Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, 175p.
- [11] Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), République d'Haïti. 2014. Rapport OMD 2013, Haïti : un nouveau regard. Port-au-Prince: PNUD.
- [12] Ayibopost (2020). La radio reste le média préféré des Haïtiens. Ce n'est pas par hasard!<https://ayibopost.com/en-2019-la-radio-reste-le-media-prefere-des-haitiens-ce-nest-pas-hasard/>
- [13] Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (Dinepa). 2016a. Actualisation du plan stratégique sectoriel de la Dinepa. Rapport de Diagnostic. Port-au-Prince.
- [14] IHE et ICF. (2018). Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016–2017). Pétiion-Ville:IHE (Institut Haïtien de l'Enfance), et Rockville:ICF.
- [15] Benjamin, F., Emmanuel, E., & Millien, M. F. (2020) Covid-19: des changements de vie et mutations socioéconomiques en question. Disponible sur : [https://www.researchgate.net/publication/343598700\\_Covid-19\\_des\\_changements\\_de\\_vie\\_et\\_mutations\\_socioeconomiques\\_en\\_question](https://www.researchgate.net/publication/343598700_Covid-19_des_changements_de_vie_et_mutations_socioeconomiques_en_question). Consulté le 17 octobre 2020.